

*Revenus pétroliers*

**M. Malone:** ... conséquence du PEN, peut-il nous dire combien de derricks étrangers ont quitté l'Alberta et la Saskatchewan?

**M. Evans:** Et combien sont revenus au Canada l'an dernier?

**M. Waddell:** Monsieur le Président, de nombreux discours ont été faits à la Chambre pour déplorer le départ de ces installations. Je n'ai pas de chiffres sur les derricks étrangers, mais je peux vous dire quelques mots sur cet exode. Oui, un certain nombre sont partis aux États-Unis. Et quelques-uns sont revenus. Ce secteur d'activités était dans le marasme à cause des dissensions au sein de l'OPEP et on ne peut évaluer la situation à partir du nombre de derricks qui entrent ou qui sortent du pays.

Dans mon discours, j'ai dit que, à mon avis, les taxes avaient nuit à l'industrie en Alberta, que cette province connaissait un ralentissement d'activités. J'ai dit en Alberta que cela me paraissait une erreur. Au départ, les taxes élevées faisaient déjà des ravages.

Pour terminer, je dirai que contrairement à ce que dit le député, tous les partis n'acceptent pas la canadienisation. Il n'a qu'à relire le discours de son chef, le chef de l'opposition. Ce dernier n'est pas en faveur de la canadienisation. Il est plutôt en faveur de l'américanisation de l'industrie pétrolière. Il se dispose à ouvrir toute grande la porte aux investissements américains. Et de nouveau, ils contrôleront de 70 à 80 p. 100 de ce secteur d'activités. C'est l'évidence même. Il n'y a pas de consensus sur la canadienisation. Les conservateurs n'y croient pas. Mes collègues néo-démocrates et moi-même avons proposé diverses mesures pour atteindre très rapidement cet objectif.

**M. Regan:** Monsieur le Président, le député s'oppose-t-il vraiment, comme il l'a dit, aux investissements dans le pétrole sous-marin, investissements si précieux pour l'économie de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve. Croit-il vraiment qu'il suffisait de poursuivre une politique favorisant l'investissement dans les régions où les réserves étaient raisonnablement délimitées, qu'on n'aurait pas dû encourager les recherches plus coûteuses, recherches nécessaires si nous voulons pouvoir compter à l'avenir sur des réserves sous-marines? Je sais que le parti conservateur s'est opposé à l'octroi de subventions pour les travaux de recherche au large de la Nouvelle-Écosse. Le chef de l'opposition (M. Mulroney) a dit à Halifax qu'il s'opposait à ces subventions, qu'il favorisait plutôt des mesures qui mettraient un terme à la prospection pétrolière dans la région d'Halifax. Je suis plutôt scandalisé de voir que le NPD affirme pour sa part que c'était une erreur que de lancer un programme favorisant la prospection sous-marine.

**M. Waddell:** C'est une bonne question, monsieur le Président, mais je n'ai pas dit cela. J'ai dit que nous devrions exploiter d'abord le pétrole du bassin sédimentaire de l'ouest. Ce gisement coûte moins cher à exploiter. Nous savons qu'il y a du pétrole à cet endroit. C'est une affaire complexe. Ensuite, nous devons assurer la sécurité de nos approvisionnements en énergie à plus long terme, ce qui nécessite l'exploitation du pétrole offshore.

Puisque j'en ai l'occasion, je pourrais peut-être ajouter quelques mots. Le ministre est très rarement prétentieux, mais il l'est un peu actuellement. Les députés de la Nouvelle-Écosse et le premier ministre de cette province ont jeté de la poudre aux yeux aux citoyens de cette région. Ces pauvres gens qui cherchent désespérément à relancer leur industrie parce qu'ils ont

été si mal gouvernés depuis longtemps se sont fait promettre la prospérité tous azimuts. On leur a promis un énorme boom pétrolier et ils en sont obnubilés. On leur a promis monts et merveilles. Je m'en voudrais de les décevoir, mais il ne serait peut-être pas mauvais de dire certaines vérités. Le filon n'est pas peut-être pas aussi riche qu'on le croit.

Car il faut d'abord faire de la prospection pour découvrir les gisements sous-marins. Disons la vérité aux gens. L'exploitation du gisement Hibernia coûtera fort cher. Il en coûte moins cher d'acheter du pétrole en Libye et au Nigeria, mais nous ne pouvons pas dépendre en toute confiance de ces sources d'approvisionnement. Il faut mettre en valeur nos ressources offshore, mais cela ce sera long, coûteux et dangereux. Soyons francs envers les citoyens des Maritimes. Je ne dis pas qu'il faut s'opposer à la mise en valeur de ces ressources, mais je dis que nous devrions commencer par exploiter les gisements les plus rentables et passer ensuite aux autres.

● (1730)

Il me semble que la mer de Beaufort n'est rien d'autre qu'un prétexte à subventions pour la Dome Petroleum. Après toutes ces années, nous n'avons pas encore vu une goutte de pétrole sortir de ce puits sans fond. Nous devrions plutôt aller du côté d'Hibernia. Il y a du gaz en Nouvelle-Écosse, mais je ne crois pas qu'il y ait du pétrole. Il y a aussi du gaz dans le gisement Hibernia et dans le bassin sédimentaire de l'ouest, et c'est de ce côté qu'il faut chercher.

**M. Taylor:** Monsieur le Président, je voudrais protester énergiquement contre les allégations selon lesquelles le chef de l'opposition officielle (M. Mulroney) voudrait faire de notre pays une colonie des États-Unis. Ces propos sont indignes d'un député. Sous la gouverne de notre chef, le Canada sera plus fort. Nous laisserons les Américains venir investir chez nous, mais sous notre direction et selon des règles fixées par nous, comme nous l'avons fait en Alberta. Nous n'aurions pas de pétrole aujourd'hui si nous avions adopté cette attitude et si nous avions empêché les Américains de trouver du pétrole et du gaz chez nous. Il a fallu forer deux cents puits avant de trouver quoi que ce soit. Le Canada est aujourd'hui un pays plus fort parce que cette prospection a été faite selon nos règles et sous notre direction. Voilà ce que le chef de l'opposition fera. Il ne transformera absolument pas notre pays en colonie, et je proteste énergiquement contre ces propos carrément mensongers.

**M. Waddell:** Puis-je répondre brièvement?

**Le président suppléant (M. Guilbault):** Non, ce n'était pas une question. Le député de Crowfoot (M. Malone).

**M. Malone:** Monsieur le Président, premièrement, je voudrais que le député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell) nous dise combien coûte le pétrole libyen. Deuxièmement, puisque l'on parle de canadienisation, pourrait-il nous dire combien, parmi les entreprises du secteur des services pétroliers qui ont fait faillite à cause du PEN, étaient étrangères et combien étaient canadiennes?

**M. Skelly:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. C'est à contrecœur que j'interviens au beau milieu d'une question, mais il y a un point au sujet duquel il serait utile que la présidence apporte quelques éclaircissements. Quand un